

Séoul renforce ses ambitions en matière de défense

Séoul investit massivement dans ses capacités de défense. Le gouvernement actuel souligne le rôle central de l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis pour la sécurité du pays. Le défi stratégique à long terme consistera à maintenir un équilibre délicat dans les relations avec les États-Unis, mais aussi avec la Chine et d'autres acteurs régionaux, dans un environnement de sécurité de plus en plus instable.

Par Linda Maduz et Névine Schepers

Ces dernières années, la Corée du Sud s'est illustrée par l'ampleur et par la portée des évolutions qui ont marqué sa politique de défense. Sous la présidence de Moon Jae-in (2017–2022), le budget de la défense du pays a augmenté en moyenne de 7% par an, en parallèle des efforts diplomatiques actifs pour entretenir le dialogue intercoréen. Le nouveau président conservateur, Yoon Suk-yeol, poursuit cet engagement en faveur d'une posture de défense forte. En revanche, contrairement à son prédécesseur progressiste, il fait de l'alliance avec les États-Unis un axe central de sa politique étrangère et de sécurité. Ce choix implique une approche davantage fondée sur la dissuasion et les sanctions vis-à-vis de la Corée du Nord, la reprise et intensifications des exercices militaires conjoints avec les États-Unis et le resserrement des liens avec le Japon. Dans le contexte intérieur de la Corée du Sud, caractérisé par l'alternance des conservateurs et des progressistes à la présidence, ce changement de politique n'a rien de très surprenant en apparence.

Le renforcement des ambitions de Séoul en matière de défense et ses récentes mesures axées sur l'alliance avec les États-Unis s'inscrivent toutefois dans un environnement international en pleine mutation. La Corée du Sud doit trouver un équilibre dans ses relations avec les États-Unis, mais également avec la Chine et d'autres acteurs régionaux tels que le Japon et l'Australie, et, dans une moindre mesure, avec l'Europe. La puis-



Des soldats américains et sud-coréens participent à un exercice conjoint sur un terrain d'entraînement proche de la zone démilitarisée en août 2022. *Kim Hong-Ji / Reuters*

sance économique et militaire croissante de la Chine, associée à son ambition politique de s'établir comme chef de file dans la région, bouleverse l'ordre de sécurité en Asie, dont l'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud fait partie intégrante. L'approche traditionnelle des États-Unis à l'égard de la sécurité en Asie, développée pendant la guerre froide, était axée sur la dissuasion et la non-prolifération, d'où l'importance accordée par l'alliance à la menace que représente la Corée du Nord. Dans le contexte actuel,

les États-Unis considèrent cependant que la plus grande menace pour la sécurité émane de la Chine. La réflexion et l'action stratégiques de Washington dans la région se sont étendues à d'autres domaines, ce qui se traduit par une volonté de remodeler les alliances pour faire face à la concurrence économique et technologique de Pékin.

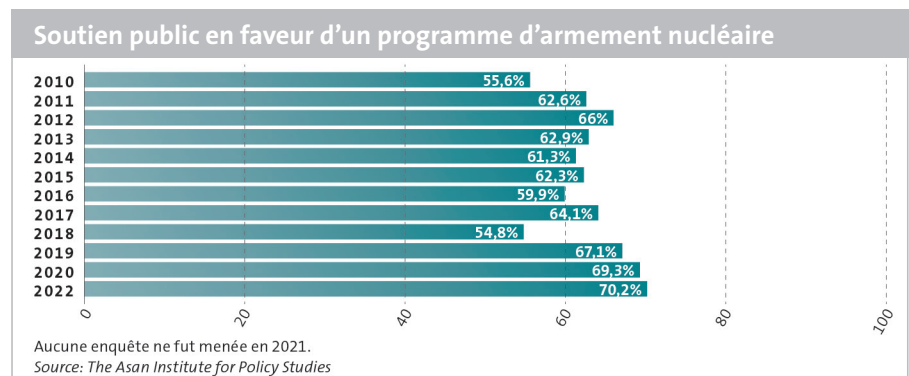
Plusieurs initiatives conduites par les États-Unis, telles que le dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad) ou l'alliance

«Chip 4», plus embryonnaire, qui vise à sécuriser et investir dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des semi-conducteurs, ont été conçues pour contrecarrer l'influence de la Chine dans les domaines de la sécurité maritime et des technologies. Elles offrent aux alliés et aux partenaires des États-Unis dans la région de nouvelles opportunités de collaboration. Dans le même temps, elles obligent des pays tels que la Corée du Sud, qui jouissent historiquement de liens économiques étroits avec la Chine, à prendre parti dans la compétition entre les deux grandes puissances. Séoul n'est pas membre du Quad et est réticente à s'engager dans l'alliance «Chip 4». À mesure que la concurrence entre les États-Unis et la Chine s'étendra à d'autres domaines, l'ambiguïté stratégique, concept prévalent sous le gouvernement Moon, deviendra de plus en plus difficile à tenir. La trajectoire de défense de la Corée du Sud, marquée par son alliance avec les États-Unis et contrainte par la menace nucléaire émanant de Corée du Nord, apporte des éclairages intéressants sur l'évolution plus large de la sécurité dans la région.

L'alliance Séoul-Washington

Les États-Unis et la Corée du Sud ont signé un traité de défense mutuelle en 1953, quelques mois après l'armistice qui a mis fin aux hostilités de la guerre de Corée. Cette alliance formelle, qui perdure depuis 1954, constitue le socle qui a permis aux États-Unis de positionner des forces et des ressources militaires sur le territoire de la Corée du Sud. Si l'on en juge par le nombre de militaires en service actif et de sites de l'armée américaine présents dans le pays, la Corée du Sud est le troisième allié militaire des États-Unis, après le Japon et l'Allemagne. Les autres alliances militaires des États-Unis dans la région avec l'Australie, les Philippines ou la Thaïlande, également conclues au début de la guerre froide, ne sont pas du même ordre de grandeur. Aujourd'hui, environ 28 500 militaires américains sont stationnés en Corée du Sud. Ils s'entraînent et opèrent parallèlement aux 600 000 soldats permanents sud-coréens.

D'un côté, l'alliance militaire entre les États-Unis et la Corée du Sud a été, par sa teneur et sa raison d'être, d'une grande cohérence au cours de ses presque 70 ans d'existence. Son principal objectif consiste à dissuader la Corée du Nord de toute agression et, en cas d'échec, d'aider la Corée du Sud à se défendre. Cette alliance a été décrite comme l'une des relations bilatérales les plus coopératives et les plus interopérables sur le plan militaire à travers le monde. Elle ne présente



pas le haut degré d'institutionnalisation qu'on retrouve dans l'OTAN par exemple, mais qui serait difficile à reproduire dans un cadre bilatéral. Cependant, contrairement à l'alliance États-Unis/Japon, elle possède une structure de commandement intégrée. En outre, cette alliance a toujours bénéficié d'un large soutien national de part et d'autre du Pacifique.

D'un autre côté, l'alliance connaît des mutations depuis ses débuts. L'évolution des priorités politiques et des contraintes budgétaires des États-Unis a entraîné des modifications de la composition et des effectifs des forces américaines stationnées en Corée du Sud, notamment leur réduction progressive. Néanmoins, ce sont les efforts continus des alliés visant à moderniser et à améliorer leurs forces armées respectives qui ont suscité les changements les plus fondamentaux dans la structure de l'alliance et le rôle de chacun en son sein. Les défis se sont accentués après la fin de la Guerre froide lorsque la Corée du Sud, pays désormais démocratique et avancé sur le plan économique, a commencé à réclamer plus d'autonomie et d'indépendance dans l'alliance. Ces différents facteurs ont abouti à des divergences exprimées plus ouvertement à partir des années 2010.

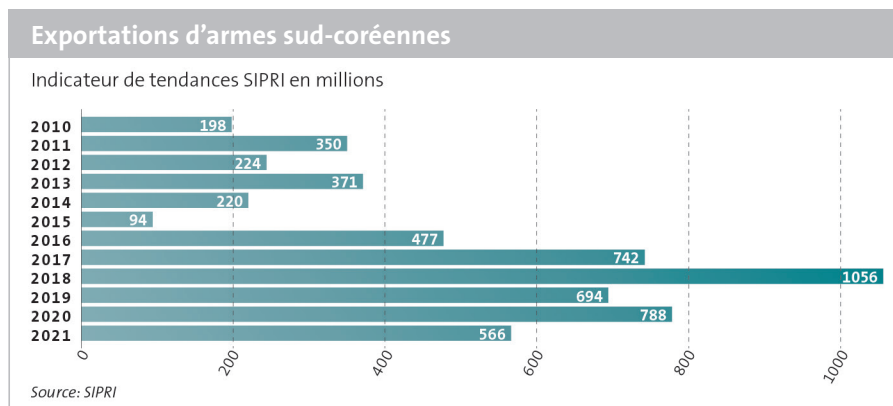
Aujourd'hui, la Corée du Sud est en mesure de jouer un rôle moteur en ce qui concerne la défense et dissuasion conventionnelles contre la Corée du Nord, mais continue à compter sur les États-Unis pour la dissuasion élargie, qui reste une pierre angulaire de sa politique de défense. Le défi consiste donc à développer ses capacités indépendantes, sans remettre en cause la nécessité et le périmètre de l'alliance et de ses garanties de sécurité. À ce jour, il semble que Séoul ait réussi à établir cet équilibre grâce à une coordination étroite avec les États-Unis sur les aspects liés à la dissuasion, aux missiles

et à la défense antimissile, ainsi qu'aux moyens cybernétiques et spatiaux, tout en investissant de manière conséquente dans ses propres capacités de défense.

Les impératifs de défense de Séoul

La stratégie de dissuasion conventionnelle de Séoul est principalement axée sur la menace croissante que représentent les capacités nucléaires et non nucléaires de la Corée du Nord. Cette stratégie repose sur trois grands piliers: le programme *Kill Chain*, le système coréen de défense aérienne et antimissile (KAMD) et la stratégie coréenne de punition massive et de représailles (KMPR). La *Kill Chain* comprend des capacités de frappe préemptive conçues pour détecter et détruire les missiles nucléaires nord-coréens avant leur lancement, tandis que le KAMD permettrait d'intercepter les missiles entrants. Le troisième volet de cette triade, la KMPR, utilise des plateformes similaires à celles de la *Kill Chain*, notamment des capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance ainsi que des missiles balistiques et de croisière – mais vise à éliminer les dirigeants nord-coréens en cas d'attaque nucléaire.

Bien qu'en cours de développement, les trois composantes de cette stratégie ont suscité des investissements importants dans des capacités conventionnelles de haute technologie telles que des lanceurs spatiaux, des systèmes radars avancés et un éventail de missiles, dont des missiles balistiques conventionnels lancés par des sous-marins (la Corée du Sud étant le premier État non nucléaire à mettre au point un tel dispositif), des missiles sol-air longue portée destinés au système KAMD et des missiles de croisière hypersoniques. Cette poursuite de capacités conventionnelles indépendantes visant à répondre à la menace nucléaire nord-coréenne aide à réé-



quilibrer l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis en conduisant Séoul à fournir plus de moyens et à prendre plus de responsabilités. Elle rapproche également la Corée du Sud du moment où elle pourra reprendre aux États-Unis le contrôle opérationnel de ses forces en temps de guerre, une question controversée qui remonte à la fin de la guerre de Corée.

Pour Washington, le renforcement à la fois de l'alliance et des capacités propres de la Corée du Sud constitue une percée positive dans un environnement de sécurité régional de plus en plus tendu. La levée des limitations imposées par Washington en lien avec les missiles a également contribué de façon significative à ce mouvement de consolidation des capacités de défense sud-coréennes. Certaines technologies sensibles restent toutefois exclues, notamment la coopération en matière de propulsion nucléaire navale, question qui suscite la polémique depuis que les États-Unis ont accepté d'aider l'Australie à développer une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire dans le cadre de l'AUKUS, mais refusé la même possibilité à la Corée du Sud (voir l'analyse no 300 du CSS). L'administration Biden a également clos à titre préventif tout débat concernant le stationnement d'armes nucléaires américaines en Corée du Sud, les dernières ayant été retirées en 1991. En outre, les ambitions sud-coréennes visant à développer des technologies d'enrichissement de l'uranium et retraitement du plutonium, qui peuvent servir à produire des matières fissiles destinées à des armes atomiques, sont restreintes par un accord de coopération nucléaire avec les États-Unis.

Cependant, l'idée d'un programme national d'armement nucléaire bénéficie depuis longtemps d'un fort soutien populaire. De

plus, l'usage coercitif de la dissuasion nucléaire par la Russie dans le cadre de sa guerre d'agression contre l'Ukraine a attisé le débat public. Certains commentateurs parviennent à la conclusion qu'une dissuasion nucléaire nationale pourrait constituer pour Séoul la seule assurance efficace vis-à-vis de son voisin doté de l'arme nucléaire. Cette attitude traduit les doutes quant aux garanties de sécurité offertes par les États-Unis si un président tel que Donald Trump revenait au pouvoir, par exemple. L'industrie nucléaire civile avancée de la Corée du Sud, son intérêt et sa capacité technique à développer des technologies à double usage et le soutien de la population aux armes nucléaires sont autant de facteurs qui alimentent une stratégie de seuil. L'alignement actuel entre Séoul et Washington réduit les chances de voir la Corée du Sud s'engager sur le chemin des armes nucléaires. Pour autant, compte tenu de la façon dont la Corée du Nord renforce ses capacités atomiques, ce discours public pronucléaire reflète de réelles préoccupations face à l'avenir.

Une menace nucléaire croissante

Après l'échec du sommet de Hanoï entre Donald Trump et Kim Jong-un en février 2019, la diplomatie avec Pyongyang s'est essouffée. Les efforts déployés par l'administration Moon pour maintenir le dialogue intercoréen ont capoté et les perspectives de conclure une déclaration officielle de fin de guerre se sont également étiolées. Depuis son entrée en fonction en mai, le président Yoon s'est en grande partie conformé à l'approche traditionnelle du parti conservateur vis-à-vis du Nord en diminuant la priorité accordée aux relations intercoréennes et en mettant l'accent sur le renforcement de l'alliance avec les États-Unis.

Les ambitions de réduction de l'arsenal balistique et nucléaire de la Corée du Nord,

de restreindre sa capacité de production de matières fissiles, voire d'obtenir plus de transparence sur ses évolutions ont peu de chances de se concrétiser dans un avenir proche – sans parler d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible. Pyongyang a étoffé ses programmes de missiles balistiques et d'armes nucléaires, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Le régime de Kim Jong-un s'est notamment employé à accroître ses stocks de matières fissiles qui, selon les estimations, permettraient de fabriquer environ 45 à 55 armes nucléaires, et à développer un vaste arsenal de missiles, dont des vecteurs à courte portée menaçant Séoul et Tokyo et d'autres à longue portée pouvant atteindre le territoire continental des États-Unis.

Pyongyang a fortement intensifié le rythme de ses essais de missiles depuis le début de l'année 2022. Plus de 30 essais de différents systèmes ont ainsi été conduits entre janvier et août, témoignant des progrès techniques accomplis par le régime en termes de systèmes moteurs, de manœuvrabilité et de vitesse de déploiement. La diversité des systèmes testés montre également les avancées réalisées vers certains objectifs annoncés par Kim Jong-un, tels que le développement de planeurs hypersoniques et d'une dissuasion nucléaire navale. Au vu de l'augmentation de l'activité sur son site d'essais nucléaires, les experts s'attendent à ce que la Corée du Nord procède à un septième essai nucléaire cette année, ce qui permettra à Pyongyang de perfectionner la conception de ses ogives.

La dissuasion nucléaire garantit la survie du régime de Kim Jong-un. Plus elle s'accroît, par son ampleur et sa sophistication, plus il devient difficile d'envisager une voie de négociation par laquelle Kim Jong-un accepterait de se défaire de son arsenal, surtout à la lumière de ses dernières déclarations indiquant qu'il était «totalement hors de question de renoncer à l'arme nucléaire» pour son pays. Une récente révision de la loi inscrit même dans le marbre le statut des armes nucléaires et adopte une politique d'utilisation préemptive afin de contrer la stratégie KMPR de Séoul. La retombée de la pression internationale et les autres crises nucléaires ont détourné l'attention mondiale de la surenchère atomique en Corée du Nord. Le refus de la Russie et de la Chine d'imposer de nouvelles sanctions en réponse aux essais de missiles constitue un signe supplémentaire que le statut de la Corée du Nord en tant qu'État doté *de facto* de l'arme nucléaire est en train de s'établir comme la nouvelle donne.

Élargir les horizons

En réaction à un environnement de sécurité de plus en plus instable, et notamment à la menace nucléaire croissante émanant du Nord, Séoul souhaite renforcer son rôle non seulement dans la région, mais également au niveau mondial. La consolidation de son partenariat avec l'OTAN s'inscrit dans cette stratégie. En juin dernier, pour son premier déplacement présidentiel à l'étranger, Yoon Suk-yeol s'est rendu au sommet de l'OTAN en Espagne. La Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande étaient conviés à l'événement en tant que partenaires de la région Asie-Pacifique. Il s'agissait d'une invitation importante au regard de la décision de l'alliance d'adopter une attitude plus ferme à l'égard de la Chine, désignée dans son énoncé de mission officiel comme un «défi systématique». À l'instar des trois autres pays, la Corée du Sud envisage désormais d'établir une mission diplomatique au siège de l'OTAN. En outre, la Corée du Sud a été le premier pays d'Asie à rejoindre le Centre d'excellence de cyberdéfense en coopération, basé en Estonie. Ce centre homologué par l'OTAN fournit une expertise en matière de recherche, de formation et d'exercices en lien avec la cyberdéfense.

La Corée du Sud cherche également à «élargir la portée de sa diplomatie dans l'UE», pour laquelle elle constitue, comme pour l'OTAN, un partenaire intéressant dans des domaines tels que la cybersécurité, mais pas seulement. La coopération dans le cadre du partenariat stratégique entre l'UE et la Corée du Sud, qui existe depuis 2010, intègre également la gouvernance numérique et la gouvernance des océans. La finalisation en décembre dernier des pourparlers sur l'adéquation, permettant la circulation libre et sûre de données à caractère personnel entre Bruxelles et Séoul, en est un exemple. La stratégie indopacifique de l'UE, présentée en septembre 2021, définit également des domaines dans lesquels la coopération est appelée à s'élargir et désigne la Corée du Sud comme un partenaire «attaché aux mêmes valeurs». Cela fait écho aux efforts déployés par Yoon Suk-yeol pour asseoir le pays dans le rôle d'une démocratie libérale qui coopère avec d'autres États pour soutenir un ordre international fondé sur des règles.

Cet alignement marqué sur les positions européennes et américaines est devenu évident après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en début d'année. La Corée du Sud s'est associée aux sanctions internationales contre la Russie et a promis 100 millions de dollars d'aide humanitaire à l'Ukraine. En retour, la Russie a qualifié la Corée du Sud de «nation inamicale». La guerre en Ukraine a également eu pour effet de renforcer la position de la Corée du Sud comme pays exportateur d'armes. Les exportations et les importations d'armes auprès de pays de l'OTAN ont augmenté au fil du temps, servant l'intérêt de Séoul à diminuer sa dépendance à l'égard des États-Unis et à consolider son industrie nationale de défense. La Corée du Sud a considérablement augmenté ses exportations d'armes ces cinq dernières années et est aujourd'hui le huitième exportateur d'armes au monde. Elle a conclu en juillet dernier avec la Pologne son plus gros contrat d'armement à ce jour, comprenant plus de 1600 chars et obusiers blindés, ainsi que 48 avions de chasse.

Le positionnement actif de Séoul dans le camp occidental et le resserrement de ses liens avec les membres de l'OTAN et de l'UE contribuent à la consolidation de son alliance avec les États-Unis. Si la gestion de ses relations avec les États-Unis a des conséquences décisives sur la sécurité et la prospérité de la Corée du Sud, il en va de même vis-à-vis de la Chine. En effet, la Corée du Sud est dépendante de la Chine non seulement sur le plan économique, mais également pour la résolution du conflit coréen. Les mises en garde des médias d'État chinois contre la participation de Séoul au sommet de l'OTAN et l'élargissement de son partenariat avec l'Alliance atlantique suscitent en Corée du Sud des inquiétudes et des dilemmes sans doute plus grands que dans les autres États de la région. Séoul ne s'inscrit pas facilement dans les nouveaux formats de coopération dirigés ou soutenus par les États-Unis. C'est la conséquence de ses liens forts avec la Chine, que l'opinion publique ne voit d'un mauvais œil que depuis quelques années, mais aussi de sa relation compliquée avec l'ancienne puissance coloniale qu'est le Japon. Ses partenariats mondiaux solides l'aident à atténuer ce dilemme, mais ne le résolvent pas.

Perspectives

Au cours des prochaines années, il sera plus difficile pour la Corée du Sud de maintenir l'équilibre entre ses intérêts en matière de sécurité, qui dépendent de son alliance avec les États-Unis et qui sont menacés par une Corée du Nord de plus en plus compétente et nucléarisée, et ses intérêts économiques, qui sont liés à sa relation commerciale essentielle avec la Chine. Le gouvernement Yoon se heurte déjà à des défis inhérents à ce dilemme, notamment sur la question de savoir s'il faut intégrer l'alliance «Chip 4» et comment garantir le déploiement permanent d'une unité de défense antimissile THAAD (*Terminal High Altitude Area Defense*). L'acquisition potentielle d'unités supplémentaires auprès des États-Unis, à laquelle la Chine est fermement opposée, pose également problème.

L'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud a survécu à 70 années de changements politiques, économiques et stratégiques de part et d'autre du Pacifique. Mais l'époque récente, marquée par le mépris manifeste de Donald Trump pour l'alliance, l'échec des pourparlers de dénucléarisation, le soutien accru de l'opinion publique à un programme national d'armement nucléaire et l'influence croissante de la Chine sur la région Asie-Pacifique, a quelque peu mis à mal la relation entre les deux pays. L'incertitude face aux évolutions politiques intérieures aux États-Unis, qui pourraient déboucher sur l'élection d'un autre président de type Trump, et les risques d'ignorer les menaces de sécurité émanant de la Chine, y compris la perspective d'une invasion de Taïwan face à laquelle Séoul pourrait difficilement rester neutre, pèsent lourd sur l'avenir de l'alliance.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la doctrine militaire et l'acquisition d'armes.

Linda Maduz était Senior Researcher au sein de l'équipe «Global Security» du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich.

Névine Schepers est Senior Researcher au sein de l'équipe «Swiss and Euro-Atlantic Security» du CSS à l'ETH de Zurich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Julian Kamasa
Révision linguistique: Névine Schepers
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

L'adhésion de la Finlande à l'OTAN No 310
Concept stratégique de l'OTAN: des ambitions modérées No 309
Enjeux géopolitiques de la transition énergétique No 308
La défense française à la croisée des chemins No 307
L'adaptation de l'OTAN à la menace russe No 306
Guerre en Ukraine: l'exercice d'équilibriste de l'Inde No 305

© 2022 Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000574039